



**UNIVERSITE CHEIKH
ANTA DIOP DE DAKAR**

**ECOLE DOCTORALE SCIENCES
JURIDIQUES, POLITIQUES,
ECONOMIQUES ET DE GESTION
(ED-JPEG)**



**LABORATOIRE DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET MONETAIRES**

Seydi Ababacar DIENG

**Impact du processus d'intégration économique
sous-régionale sur les performances monétaires et
financières des pays de la CEDEAO**

Document de travail n° 2

Décembre 2012

**LAREM – UCAD
Sénégal**

**ADRESSE : FASEG/UCAD, BP : 47337 Dakar-Liberté, Dakar, Sénégal
SITE INTERNET : www.larem-ucad.org**

Impact du processus d'intégration économique sous-régionale sur les performances monétaires et financières des pays de la CEDEAO

Résumé

Le processus d'intégration économique sous-régionale en cours devrait théoriquement avoir une influence positive sur les performances macroéconomiques enregistrées par les pays membres de la CEDEAO. Les résultats des analyses statistiques et graphiques révèlent globalement que le processus d'intégration sous-régionale n'a pas un impact positif significatif sur les principales variables macroéconomiques des pays membres.

Sur le plan monétaire et financier, les résultats d'ensemble des différentes variables retenues ne sont guère meilleurs. Le processus d'intégration économique en cours n'affecte pas favorablement l'évolution des différentes variables prix – taux d'inflation, taux de change et taux d'intérêt.

Les performances économiques, monétaires et financières sont donc globalement décevantes pour des pays qui se sont engagés dans un processus d'intégration économique depuis plus de trois décennies.

Mots clés : intégration économique, performances monétaires et financières, convergence.

Abstract

The sub-regional economic integration process underway should theoretically have a positive impact on macroeconomic performance recorded by the member countries of ECOWAS. The results of statistical and graphical analyzes generally show that the sub-regional integration process has a significant positive impact on the main macroeconomic variables of member countries.

On the monetary and financial terms, the overall results of the different variables used are the best war. The economic integration process will not favorably affect the evolution of different price variables - inflation, exchange rates and interest rates.

Economic, monetary and financial performance so overall disappointing for countries that have engaged in a process of economic integration for over three decades.

Keywords : economic integration, monetary and financial performance, convergence.

Introduction

La problématique de l'intégration économique des pays en développement, en particulier des pays africains, suscite un vif intérêt dans le contexte actuel de la mondialisation caractérisé, entre autres, par la multiplication des accords commerciaux régionaux. La récente crise financière et ses conséquences néfastes sur les économies des pays pauvres montrent, encore une fois, la nécessité pour ces pays de se regrouper au sein d'une union économique et monétaire possédant une taille critique. En effet, une intégration économique – régionale ou sous-régionale – robuste permet aux pays membres de pouvoir bénéficier des effets synergiques des projets collectifs et de gérer de manière plus efficace les conséquences des chocs externes de nature diverse.

La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest se sont engagés dans un processus d'intégration économique sous-régionale. Certains pays sont simultanément membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tandis que d'autres sont uniquement membres de la CEDEAO.

L'intégration économique sous-régionale ne sera effective que si les pays membres arrivent à respecter les critères de convergence macroéconomique – à savoir, la convergence nominale et la convergence réelle. Le processus d'intégration économique est donc un processus de convergence macroéconomique dont l'objectif est d'atténuer, voire de gommer les disparités monétaires et économiques afin d'avoir une évolution homogène des futurs États membres de l'Union économique et monétaire de la CEDEAO. Plus précisément, il s'agit de favoriser la convergence nominale, c'est-à-dire la similarité de fonctionnement des économies par une politique de stabilité monétaire. La convergence nominale désigne plus particulièrement l'évolution des variables coûts et prix ainsi que leurs déterminants sous-jacents – taux de change, taux d'intérêt et les différents ratios de finances publiques.

Le respect de la stabilité monétaire devrait, à moyen terme, faciliter la croissance économique et la convergence réelle des pays membres – rapprochement des structures productives et des niveaux de vie (PIB/habitant). C'est dans cette optique que des critères de convergence ont été imposés aux pays membres de la CEDEAO. Le processus d'intégration sous-régionale couvre donc la période qui débute avec l'adhésion des pays à la CEDEAO et doit se terminer avec le respect strict des différents critères par les pays membres.

Cependant, la viabilité et la crédibilité d'une Union monétaire exige une cohésion économique et politique entre les États membres, pour éviter le risque futur de désintégration de l'union monétaire¹. Ce risque est fort peu probable pour le cas spécifique de la CEDEAO car la dimension politique est présente dans le processus d'intégration sous-régionale. Toutefois, le volet politique de l'intégration sous-régionale n'est pas pris en compte dans cette contribution.

Par performances macroéconomiques, nous entendons les performances économiques, monétaires et financières. Les performances économiques sont appréciées à partir des agrégats suivants : revenu réel par habitant, solde des transactions courantes et solde du budget de l'État. Les performances monétaires et financières sont étudiées à l'aide des variables prix – taux d'intérêt, taux de change et taux d'inflation –, des investissements directs étrangers (IDE) et du niveau d'endettement des pays.

L'objectif de cette contribution, qui s'inscrit essentiellement dans une perspective positive, est de s'interroger sur l'impact du processus d'intégration économique sous-régionale sur les performances macroéconomiques des pays membres de l'UEMOA et de la CEDEAO. L'hypothèse principale consiste à avancer que les progrès réalisés dans la marche vers l'intégration économique sous-régionale n'ont pas – pour le moment – une influence significative sur les performances macroéconomiques enregistrées par les pays membres de ces deux structures collectives.

¹ Pour des exemples de désintégration d'unions monétaires telle que celle des unions latine et scandinaves, voir J. Trottignon et B. Yvars (2002). *Economie monétaire européenne – chocs et politique économique en UEM*, Hachette-Les Fondamentaux, Paris.

Pour mieux apprécier les performances macroéconomiques réalisées par les pays membres – avant et après leur entrée dans l’UEMOA et/ou la CEDEAO –, nous utiliserons une approche statistique. L’étude va s’appuyer sur les données de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et de la Banque mondiale. La disponibilité des données est différente selon les pays et les variables macroéconomiques considérées ; ce qui explique la diversité des périodes de référence pour cette étude. Quel que soit le nombre d’années de la série statistique étudiée, nous privilégions trois sous périodes dans notre analyse : avant 1976, de 1976-1993, après 1993. Ce choix se justifie par le fait la CEDEAO a été créée en mai 1975 et qu’en 1993 est intervenue une révision du Traité visant à favoriser une accélération du processus d’intégration.

Dans une première section, sera proposée une analyse des performances économiques des pays membres de la CEDEAO (1). La seconde section sera consacrée à l’analyse des performances monétaires et financières (2).

1. Analyse des performances monétaires et financières des pays de la CEDEAO

Les performances monétaires et financières sont analysées à partir de l’évolution des variables macroéconomiques que sont successivement les variables prix – taux d’intérêt, taux de change et taux d’inflation – (2.1), les investissements directs étrangers (2.2) et le niveau de l’endettement public (2.3).

2.1. L’évolution des variables prix

Les variables prix considérées ici sont le taux d’intérêt, le taux d’inflation et le taux de change. L’importance de ces trois variables peut s’apprécier à partir de la pluralité des théories et analyses qui leur sont consacrées. Ces trois variables macroéconomiques sont très liées et constituent des déterminants puissants du comportement de consommation, d’épargne et d’investissement des agents économiques – ménages, entreprise et Etat. Plusieurs théories économiques mettent en exergue les relations très étroites entre ces trois variables.

I. Fisher (1930) avait mis en relief la relation entre le taux d’intérêt et le taux d’inflation. Pour lui, le taux d’intérêt réel est approximativement égal au taux d’intérêt nominal diminué du taux d’inflation anticipé. Partant de cette relation, on peut monter l’évolution du taux de change par rapport aux variations des deux autres variables. Par exemple, à court terme, une hausse du taux d’intérêt réel domestique – qui provoque une hausse du rendement relatif des titres nationaux par rapport aux titres étrangers – entraîne une appréciation de la monnaie nationale, c’est-à-dire que le taux de change entre la monnaie nationale et celle du pays partenaire considéré s’apprécie. La théorie de la parité des pouvoirs d’achat affirme que le taux de change entre deux monnaies est déterminé à long terme par les niveaux de prix comparés dans les deux pays considérés².

Ce qui importe, *in fine*, pour les pays de la CEDEAO, c’est de d’avoir une évolution de ces variables qui favorise l’essor de leur activité économique respective. Un bas niveau du taux d’intérêt réel, toutes choses égales par ailleurs, est propice à la croissance économique. La stabilité des prix et celle du taux de change effectif réel sont nécessaires pour avoir une croissance économique saine et durable. En effet, la stabilité de ces variables permet aux agents économiques d’avoir une visibilité claire à moyen terme, et par conséquent de faire des anticipations correctes en moyenne.

Pour l’ensemble des pays dont les données sont disponibles, on remarque une instabilité marquée du taux de change effectif réel sur la sous-période 1980-1993. La Gambie, le Ghana, la Sierra Léone et le Togo connaissent de fortes variations haussières de leur taux de change effectif réel sur toute cette sous-période (valeur de l’indice supérieure à 100)³. En revanche, cette remarque est vraie

² Pour davantage d’informations, voir notamment les chapitres 4, 5 et 19 de l’ouvrage de F. Mishkin (2007). *Monnaie, banque et marchés financiers*, 8^e édition, Paris, Nouveaux Horizons, 894 p.

³ Toute valeur de l’indice du taux de change effectif réel supérieure à 100 indique une hausse du taux de change effectif et toute valeur en deçà de 100 signifie une diminution du taux de change effectif réel.

pour le Nigéria de 1980 à 1986, mais à partir de 1987, et ce jusqu'en 1993, ce taux aborde une pente descendante avec une valeur de l'indice inférieur à celui de référence (base 100, année 2005). Le taux de change effectif réel de la Côte d'Ivoire suit la même évolution fluctuante et haussière, sauf pour les 1983-1985 où l'indice s'établit en moyenne à 95.

La seconde sous-période 1993-2008 se caractérise par une hétérogénéité des situations. La valeur de l'indice du taux de change effectif réel est en dessous de 100 pour la Côte d'Ivoire de 1994 à 2006, pour le Togo de 1994 à 2007, pour la Gambie de 2003 à 2006, pour le Ghana en 1994 et en 2000-2004, pour le Nigéria en 1995 et en 1999-2004 et pour le Sierra Léone en 2004 uniquement. En dehors de ces dates, le taux de change effectif réel fluctue avec une valeur de l'indice supérieure ou égale à la valeur référence.

Quant à la variable taux d'inflation, exprimé en pourcentage annuel, les données disponibles ne couvrent que la période 1993-2008. Sur cette période, les pays membres de l'UEMOA ont en moyenne un taux d'inflation (6,4 %) de moitié inférieur à celui des autres pays de la CEDEAO (12,2 %). Le Sénégal (4,2 %) et le Mali (4,3) sont les deux pays qui enregistrent les taux d'inflation les plus faibles de l'UEMOA, la Guinée Bissau (15,5 %) et le Bénin (6,2 %) étant les plus inflationnistes. Si l'on exclut la Guinée Bissau du groupe des pays de l'UEMOA car les rejoignant qu'en 1997, le taux d'inflation de ce groupe diminue et s'établit à 4,5 %. Cependant, les pays non membres de l'UEMOA deviennent plus vertueux en termes d'inflation si l'on ne prend pas en compte les deux pays les plus inflationnistes, le Nigéria (22 %) et le Ghana (23,5 %), avec un taux d'inflation moyen de 3,1 % sur la période. Le Cap Vert (3,7 %) et la Gambie (5,4 %) sont les pays les plus efficaces en matière de lutte contre la hausse des prix. Toutefois, on devrait s'attendre à ce que les pays de l'UEMOA respectent, en moyenne, le seuil de 3 % de taux d'inflation moyen observé imposé par le Pacte de stabilité, de solidarité, de convergence et de croissance de l'UEMOA. Ce qui n'est pas le cas d'après les résultats obtenus.

L'évolution du taux d'intérêt réel est très étroitement liée à celle du taux d'inflation, comme le montre la relation de Fisher. Les deux groupes de pays connaissent des évolutions inverses quant au taux d'intérêt réel sur la sous-période 1980-1992. Les taux d'intérêt réels sont très fluctuants pour l'ensemble des pays de la CEDEAO. En particulier, les taux d'intérêt réels ont considérablement augmenté au milieu des années 1980 pour les pays de l'UEMOA, le Mali observant le taux d'intérêt réel le plus élevé sur cette sous-période (24,9 % en 1986).

Les pays de l'UEMOA observent un taux d'intérêt réel moyen très élevé (10,6 %), alors que les autres pays membres de la CEDEAO enregistrent un taux d'intérêt réel moyen négatif (-2,4 %). Le Sierra Léone et le Nigéria ont respectivement les taux d'intérêt réels négatifs les plus importants relativement aux autres pays non membres de l'UEMOA. Pour les pays de l'UEMOA, le Mali (9,2 %) et le Togo (9,4 %) ont les plus faibles taux.

Les données disponibles pour la sous-période 1993-2007 ne concernent que les pays non membres de l'UEMOA. Ces pays observent un taux d'intérêt réel moyen élevé de 10,5 % sur cette sous-période. Cependant, le Nigéria constitue une exception puisque son taux d'intérêt réel moyen s'établit à 0,2 %. Ce grand pays n'enregistre un taux d'intérêt réel positif que 5 fois sur 15 années – les années 1997-1999, 2001, 2003 et 2007.

D'une manière générale, l'évolution des taux d'intérêt réels est plus défavorable pour l'activité économique des pays de l'UEMOA que pour celle des autres pays de la CEDEAO. Les conditions monétaires et financières semblent beaucoup plus strictes et plus contraignantes dans les pays de l'UEMOA. Ce fait s'explique essentiellement par la rigueur des critères de convergence que doivent observer ces pays assurer en particulier la crédibilité de leur monnaie commune, le franc CFA.

En définitive, le processus d'intégration en cours n'influe pas de manière positive sur l'évolution des différentes variables prix. Les pays de l'UEMOA sont particulièrement avantagés en ce qui concerne le taux d'inflation. En revanche, les autres pays membres de la CEDEAO ont des évolutions de taux d'intérêt réels beaucoup plus favorables à l'investissement et donc à la croissance.

2.2. Les investissements directs étrangers (IDE)

D'après l'INSEE⁴, les IDE sont des « investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés ».

L'investissement est un déterminant crucial, un moteur de la croissance économique. Ainsi, toute hausse de l'investissement contribue naturellement à l'accroissement de la richesse nationale du pays bénéficiaire. Il importe de se rappeler que les firmes transnationales sont les principaux acteurs des IDE. Une des premières théories explicatives des IDE peut se retrouver dans l'approche éclectique proposée par J. H. Dunning (1980) quant à la production réalisée à l'échelle mondiale⁵. Les IDE sont généralement caractérisés par leur relative instabilité, due, entre autres, aux problèmes d'incertitude et d'irréversibilité⁶.

Plusieurs facteurs déterminent le volume et la destination des flux d'IDE. Parmi ces facteurs déterminants, on peut citer la stabilité macroéconomique, politique et sociale, un environnement juridique performant, un environnement des affaires sain, un réseau dense d'infrastructures routières, maritimes, ferroviaires, etc. Les firmes transnationales prennent principalement en compte le risque pays dans leur prise de décision d'implantation dans les territoires étrangers⁷.

Les flux d'IDE entrants dans la zone CEDEAO sont très fluctuants et très inégalement répartis. D'abord, les montants des IDE sont beaucoup plus faibles pour les pays de l'UEMOA sur toute la période 1970-2008. Ensuite, pour les pays non UEMOA de la CEDEAO, le Nigéria s'accapare de l'essentiel des IDE sur toute la période spécifiée. En particulier, la période récente est marquée par une augmentation considérable du montant des IDE, qui a été multiplié par 4 entre 2005 (US\$ 5 000 millions) et 2008 (plus de US\$ 20 000 millions). La préférence des investisseurs internationaux pour ce grand pays s'explique principalement par ses énormes potentialités, notamment en ressources pétrolières.

Concernant les autres pays non UEMOA, pour les deux sous-périodes 1970-1975 et 1976-1993, le Libéria est, dans l'ensemble, le pays qui a le plus bénéficié des IDE. La Guinée est celui qui reçoit le plus d'IDE au cours de la dernière sous-période 1994-2008.

Les pays de l'UEMOA connaissent aussi des disparités importantes en termes de flux d'IDE reçus. Sur toute la période étudiée, 1970-2008, la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les plus grands bénéficiaires des IDE. Pour la dernière sous-période 1994-2008, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont respectivement attiré des flux d'IDE de plus en plus conséquents mais de moindre importance par rapport à ceux des deux pays leaders cités ci-dessus.

Par ailleurs, quelques rares pays de la Communauté réalisent des IDE – IDE sortants –, qui sont caractérisés par leur faible poids relativement aux IDE entrants. Il s'agit essentiellement du Libéria, du Nigéria et dans une beaucoup moindre mesure de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Les dernières années de la période étudiée sont caractérisées par une tendance des flux d'IDE entrants dans la zone CEDEAO globalement ascendante, bien très inégalement répartis. Le Nigéria et les deux pays leaders de l'UEMOA – Côte d'Ivoire et Sénégal – sont les nations qui profitent plus particulièrement des flux d'investissements internationaux. En définitive, le processus d'intégration semble influencer, même si cette influence est faible et probablement peu significative, sur le volume d'IDE attiré par les pays membres de la CEDEAO sur la période étudiée.

⁴ Institut National de la Statistique et des Études Économiques est un organisme public français.

⁵ J.H. Dunning (1980). « Toward an Eclectic Theory of International Production : Some Empirical Results », *Journal of International Business Studies*, 11, p. 9-31.

⁶ B.S. Bernanke (1983). « Irreversibility, Uncertainty, and cyclical Investment », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 98(1), p. 85-106.

⁷ Pour de plus amples informations, on peut lire avec intérêt la thèse de F. Boujedra (2006), le CNUCED (2005) et l'article de E. Asiedu (2002).

Toutefois, les pays africains dans leur totalité ne bénéficient qu'une très petite portion très insignifiante des flux mondiaux totaux d'IDE. En effet, d'après le CNUCED (2010)⁸, la part de l'Afrique dans le total des flux d'IDE entrants est de 3 % en 2007, 4,1 % en 2008 et 5,3 % en 2009. Ainsi, dans un univers de plus en plus ouvert et concurrentiel, les pays de la CEDEAO doivent donc mettre en place des stratégies offensives efficaces pour attirer davantage les IDE.

2.3. Le niveau d'endettement public

Le niveau d'endettement public qui est retenu ici est la dette totale publique à long terme, celle qui a une durée de remboursement – d'origine ou différée – supérieure à une année.

On ne peut évoquer la dette publique sans pour autant la mettre en relation avec les marges de manœuvres des autorités publiques quant à leurs décisions budgétaires. En effet, l'endettement public constitue une contrainte financière spécifique mais très importantes notamment dans un contexte de dérive des finances publiques. Comme le montrent les résultats de l'analyse du solde budgétaire des Etats membres de la CEDEAO (voir la sous-section 1.3), la plupart des pays se sont installés dans des déficits permanents depuis 1991. Cette dégradation du solde financier des administrations est souvent due à la contrainte institutionnelle, c'est-à-dire à la forte inertie des dépenses de fonctionnement largement reconduites d'une année sur l'autre.

Il peut être objecté que ce qui importe c'est plutôt le degré de soutenabilité de la dette publique. Or apprécier la viabilité de l'endettement public revient à s'appuyer sur le ratio de la dette publique (dette/PIB). L'évolution de ce ratio d'endettement dépend de trois variables : le solde budgétaire primaire, le taux de croissance économique réelle et le taux d'intérêt réel. Dans cette optique d'analyse, la coexistence de taux d'intérêts réels élevés et de taux de croissance réelle faibles constitue un cocktail explosif, engendrant un effet « boule de neige ». Cette situation guette plusieurs des pays de la CEDEAO et exige que ces derniers stabilisent leur ratio d'endettement, ne serait-ce que pour éviter que les hausses délibérées du déficit deviennent à l'avenir plus délicates pour relancer l'activité économique.

Aussi, la stabilisation du ratio d'endettement à niveau modéré est une exigence forte pour constituer une union économique et monétaire crédible. Toutefois, notre objectif n'est pas ici de jauger la viabilité de la dette publique des pays membres mais simplement de voir si l'inscription de ces derniers dans un processus d'intégration les amène à s'assagir en limitant leurs dépenses publiques de sorte à éviter les déficits publics, qui sont source d'accroissement de l'endettement public.

L'examen à vue des graphiques montre clairement que les grands pays – le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal – sont les plus endettés dans la zone CEDEAO. Avant la création de la CEDEAO, de 1970 à 1975, tous les pays sont endettés et continuent d'emprunter mais de manière relativement modérée.

La sous-période 1976-1993 confirme la propension à emprunter des pays de la communauté. Mais, certains pays ont par moments réduit leur volume de dette totale. C'est le cas du Nigéria en 1983 et 1984, puis à partir de 1991 (avec une forte baisse à cette en 1983 et 1984 et en 1988 et du Sénégal en 1988, 1989 et 1991. Le Cap Vert et la Guinée Bissau sont les pays les moins endettés en termes de montants absolus.

Le volume total de la dette publique à long terme évolue de manière relativement désordonnée pour presque tous les pays de la zone au cours de la dernière sous-période 1994-2007. Le Cap Vert demeure le pays le plus vertueux car étant le moins endetté sur toute cette sous-période, suivi de la Guinée Bissau mais uniquement sur l'intervalle 1994-2005, le Bénin devenant le pays le moins endetté de l'UEMOA pour les deux dernières années.

Les résultats de l'analyse graphique révèlent plutôt une influence négative du processus de l'intégration sous-régionale sur l'évolution de l'endettement total à long terme des pays membres de la CEDEAO. En effet, même s'il existe pour certains pays une réduction parfois substantielle de leur dette, il n'en demeure pas moins que la tendance globale observée soit résolument ascendante. C'est strictement le cas du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Ghana, du Nigéria et du Sénégal, pays qui enregistrent une très forte baisse du volume de leur dette totale en 2006 relativement à 2005.

⁸ CNUCED (2010). Rapport sur l'investissement dans le monde 2010, juillet, p. 8.

Conclusion

En définitive, les résultats des analyses statistiques et graphiques confirment l'hypothèse privilégiée, qui stipulait une influence non significative des progrès réalisés dans le cadre du processus d'intégration économique sous-régionale en cours sur les performances macroéconomiques enregistrées par les pays membres de la CEDEAO. En effet, ces résultats révèlent globalement que le processus d'intégration sous-régionale n'a pas un impact positif significatif sur les principales variables macroéconomiques des pays membres.

Les performances économiques n'ont pas été à la hauteur des espoirs suscités par le regroupement des pays au sein d'une communauté économique. De 1975 à 1991, les pays membres n'ont pas obtenu des résultats positifs et réguliers en termes de revenu réel par habitant. Cependant, à partir du début des années 2000, la plupart des pays membres réalisent des performances similaires en termes de PIB réel par habitant, en particulier le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, la Sierra Léone, le Burkina, le Mali, le Niger, le Ghana et le Togo. Cette convergence du revenu réel par habitant demeure un résultat encourageant pour la suite du processus d'intégration économique en cours.

Le processus d'intégration n'a pas favorisé une amélioration significative de la situation du commerce extérieur des pays membres de la CEDEAO. Sur toute la période considérée, le solde de la balance commerciale de ces pays est souvent déficitaire. La situation budgétaire des pays membres est loin d'être enviable. En effet, compte tenu des données disponibles et des pays étudiés, le processus d'intégration en cours n'exerce pas une influence positive sur l'évolution du solde budgétaire des Etats membres. Ainsi, malgré les efforts consentis par ces pays, en particulier ceux de la zone UEMOA, pour respecter un des critères de convergence relatif au solde budgétaire, la maîtrise des dépenses publiques demeure toujours d'actualité.

Sur le plan monétaire et financier, le même constat demeure de rigueur, à savoir une appréciation globale défavorable. Le processus d'intégration en cours n'affecte pas favorablement l'évolution des différentes variables prix – taux d'inflation, taux de change et taux d'intérêt. Nous remarquons tout de même que les pays de l'UEMOA, relativement aux autres membres de la CEDEAO, ont en moyenne un taux d'inflation plus faible. En revanche, ces derniers enregistrent des évolutions de taux d'intérêt réels beaucoup plus favorables à l'investissement et donc à la croissance économique.

Le processus d'intégration semble exercer une influence faible et probablement peu significative sur les flux d'IDE reçus par les pays membres de la CEDEAO sur la période étudiée. D'une manière générale, l'Afrique n'attire qu'une très faible part du total des flux mondiaux d'IDE, soit 5,3 % en 2009, d'après le CNUCED (2010). En revanche, les résultats relatifs à l'évolution de l'endettement total à long terme des pays membres de la CEDEAO mettent en exergue l'influence négative du processus d'intégration économique sous-régionale. Malgré les réductions parfois substantielles de la dette dont bénéficient la plupart des pays membres, la tendance générale observée de l'endettement public total est ascendante.

Les performances économiques, monétaires et financières sont donc globalement décevantes pour des pays qui se sont engagés dans un processus d'intégration économique depuis plus de trois décennies. D'où les deux interrogations légitimes et non exclusives suivantes : Faut-il renforcer la discipline collective que doivent respecter les Etats membres ? Faut revoir les critères de convergence macroéconomique pour les adapter aux réalités des pays membres ?

Bibliographie

- Aidara, I. [2001]. « *L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à la lumière de la théorie des zones monétaires optimales : Etude diagnostique* », Mémoire de DEA en Sciences Economiques, 6^{ème} Promotion du PTCL, 75 p.
- Asiedu, E. [2002]. « On the determinants of foreign direct investment to developing countries: Is Africa Different ? », *World Development*, Vol. 30, N° 1107-119.

Bernanke, B.S. [1983]. « Irreversibility, Uncertainty, and cyclical Investment », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 98(1), p. 85-106.

Boujedra, F. [2006]. « La prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des investissements directs étrangers en direction des pays en développement Analyse théorique et empirique : Cas d'application aux pays en développement », Thèse de doctorat en sciences économiques, décembre, Université d'Orléans.

CNUCED [2005]. *Le développement économique en Afrique : Repenser le rôle de l'investissement direct étranger*, New York et Genève, septembre, 129 p.

CNUCED [2006]. Statistiques en ligne : <http://www.unctad.org>

CNUCED [2010]. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2010*, New York et Genève, juillet, 59 p.

Dunning, J.H. [1980]. « Toward an Eclectic Theory of International Production : Some Empirical Results », *Journal of International Business Studies*, 11, p. 9-31.

Mishkin, F. [2007]. *Monnaie, banque et marchés financiers*, 8^{ème} édition, Paris, Nouveaux Horizons, 894 p.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) [2010]. *Human Development Index : A statistical update 2009*, Division de statistique de l'ONU, <http://hdr.undp.org/en/statistics>

Sarr, F. S. [2010]. « Les effets asymétriques d'une politique monétaire unique : cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (U.E.M.O.A) », Thèse de doctorat en sciences Economiques, Université de Rennes 1, 235 p.

Trotignon, J. et Yvars, B. [2002]. *Economie monétaire européenne – chocs et politique économique en UEM*, Hachette-Les Fondamentaux, Paris.

Annexes

Tableau 9 : Taux d'inflation annuel, en pourcentage pour les pays de l'UEMOA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Bénin	0,44	38,53	14,46	4,91	3,47	5,75	0,33	4,17	3,98	2,49	1,49	0,87	5,36	3,78	1,30	7,95
Burkina Faso	0,55	25,18	7,46	6,10	2,32	5,08	1,07	0,30	5,01	2,18	2,03	0,40	6,42	2,33	0,23	10,66
Cote d'Ivoire	2,16	26,08	14,30	2,48	4,02	4,69	0,79	2,46	4,28	3,11	3,35	1,44	3,89	2,47	1,89	6,31
Guinée-Bissau	48,11	15,18	45,37	50,73	49,10	8,01	2,09	8,64	3,35	3,30	3,50	0,88	3,33	1,95	4,62	10,46
Mali	-0,26	23,18	13,44	6,81	-0,36	4,04	1,20	0,68	5,19	5,03	1,35	3,10	6,40	1,54	1,41	9,17
Niger	-1,22	36,04	10,56	5,29	2,93	4,55	2,30	2,90	4,01	2,63	1,61	0,26	7,80	0,04	0,05	11,31
Sénégal	-0,59	32,29	7,86	2,75	1,58	1,16	0,83	0,73	3,07	2,23	0,03	0,51	1,70	2,11	5,85	5,77
Togo	-1,01	39,16	16,43	4,69	8,25	0,97	0,07	1,89	3,91	3,07	0,96	0,39	6,80	2,23	0,96	8,68

Graphique 9 : Taux d'inflation annuel, en pourcentage pour les pays de l'UEMOA

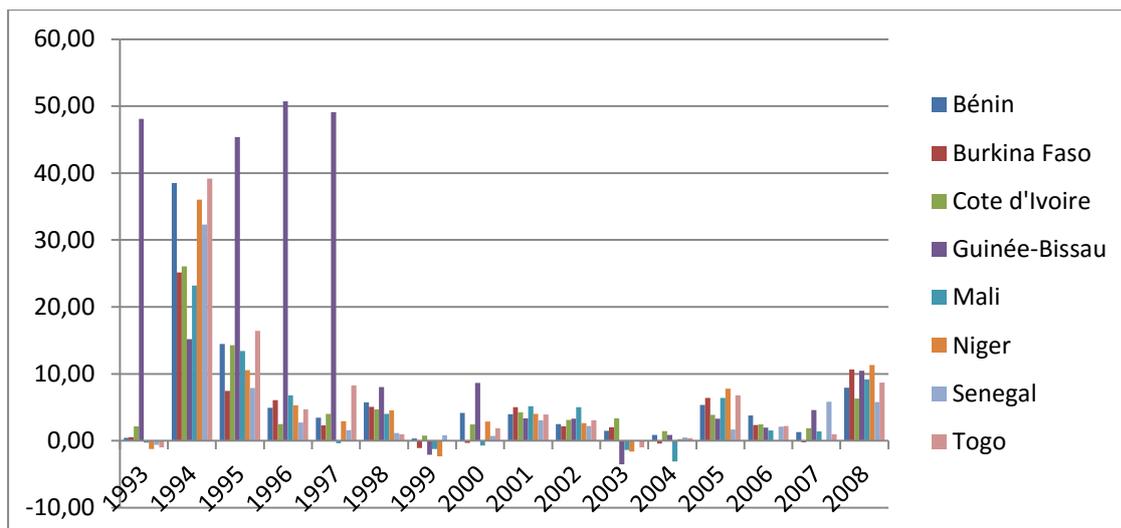


Tableau 10 : Taux d'inflation annuel, en pourcentage pour les autres pays de la CEDEAO

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cap Vert	5,79	3,45	8,35	5,96	8,56	4,39	4,36	-2,48	3,35	1,88	1,19	-1,89	0,42	5,37	4,41	6,78
Gambie	6,46	1,71	6,98	1,10	2,78	1,11	3,81	0,84	4,49	8,61	17,03	14,21	4,84	2,06	5,37	4,46
Ghana	24,96	24,87	59,46	46,56	27,89	14,62	12,41	25,19	32,91	14,82	26,67	12,62	15,12	10,92	10,73	16,52
Mauritanie	9,37	4,13	6,54	4,68	4,63	8,03	4,07	3,25	4,71	3,90	5,15	10,37	12,13	6,24	7,25	7,35
Nigéria	57,17	57,03	72,84	29,27	8,53	10,00	6,62	6,93	18,87	12,88	14,03	15,00	17,86	8,24	5,38	11,58

Graphique 10 : Taux d'inflation annuel, en pourcentage pour les autres pays de la CEDEAO

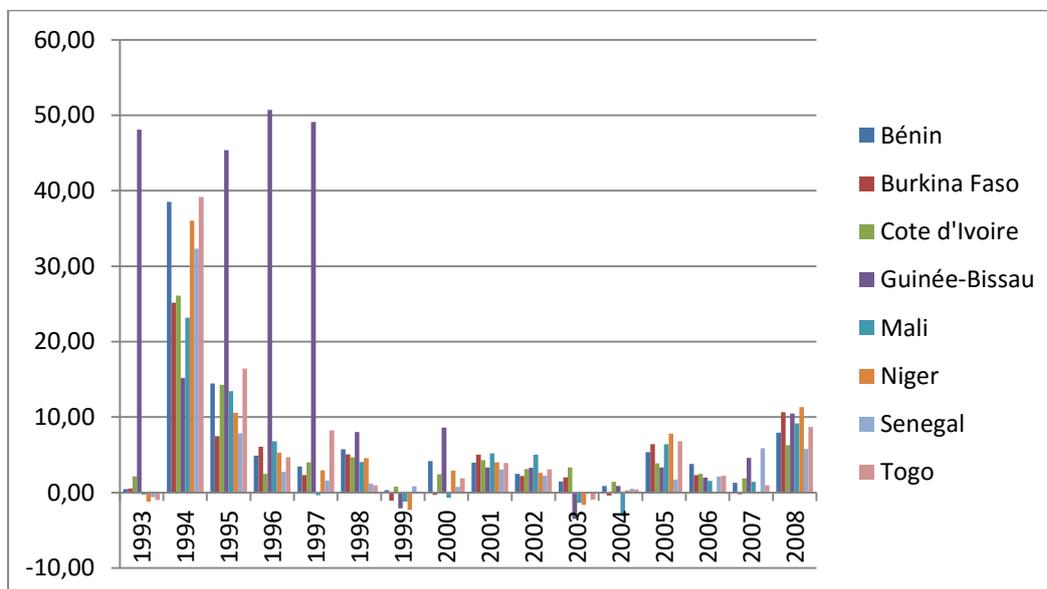


Tableau 11 : Taux de change effectif réel, année de base 2000, pour deux pays de l'UEMOA

	Cote d'Ivoire	Togo
1980	130,76	152,00
1981	112,36	150,59

1982	102,30	144,37
1983	95,34	141,73
1984	95,00	128,86
1985	95,31	123,28
1986	114,14	132,66
1987	126,91	131,77
1988	129,50	124,51
1989	122,29	115,73
1990	122,89	119,28
1991	120,35	115,09
1992	125,70	116,45
1993	123,45	110,64
1994	76,39	76,68
1995	87,80	88,90
1996	87,78	91,05
1997	85,89	91,62
1998	91,83	96,10
1999	90,99	91,56
2000	85,87	87,97
2001	88,83	89,96
2002	92,40	93,00
2003	98,77	96,36
2004	99,90	97,44
2005	100,00	100,00
2006	99,57	98,91
2007	101,23	99,83
2008	105,96	107,06

Graphique 11 : Taux de change effectif réel, année de base 2000, pour deux pays de l'UEMOA

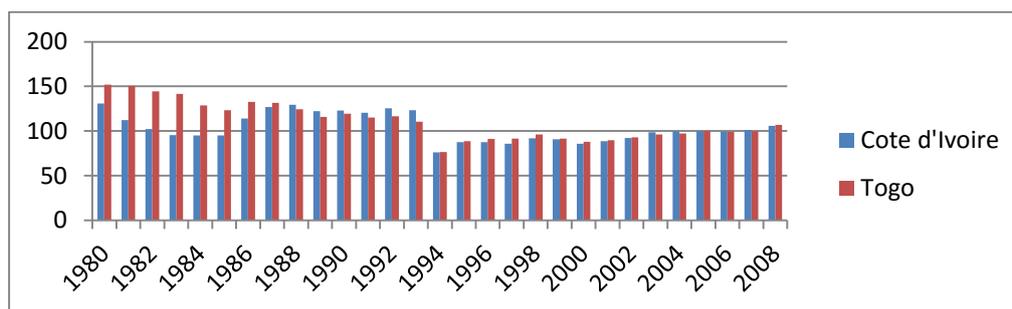


Tableau 12 : Taux de change effectif réel, année de base 2000, pour les autres pays de la CEDEAO

	Gambie	Ghana	Nigéria	Sierra Leone
1980	267,68	746,45	332,54	220,58
1981	256,35	1650,83	369,15	244,13
1982	257,60	2067,75	378,30	304,08
1983	259,66	3527,74	447,88	357,03

1984	246,73	539,67	619,32	454,59
1985	264,55	392,13	555,41	396,21
1986	190,14	248,48	303,26	271,53
1987	200,48	185,84	96,66	166,99
1988	217,45	167,55	97,14	193,92
1989	208,84	156,52	86,51	168,34
1990	201,87	152,54	79,86	124,78
1991	195,61	159,25	69,28	128,59
1992	199,08	140,50	57,47	117,09
1993	212,99	122,73	62,97	129,88
1994	201,63	99,41	116,69	149,50
1995	195,28	114,86	98,93	135,04
1996	192,06	124,63	121,73	135,66
1997	198,20	131,96	138,73	154,57
1998	197,18	141,09	157,83	131,65
1999	192,55	139,38	79,53	154,56
2000	184,02	91,15	80,50	142,58
2001	159,90	92,13	89,48	155,96
2002	131,87	91,78	89,35	134,76
2003	95,37	91,97	84,51	110,74
2004	94,08	90,61	86,69	98,87
2005	100,00	100,00	100,00	100,00
2006	99,69	105,89	107,22	101,23
2007	109,32	105,36	105,15	100,23
2008	125,63	101,74	116,58	109,48

Graphique 12 : Taux de change effectif réel, année de base 2000, pour les autres pays de la CEDEAO

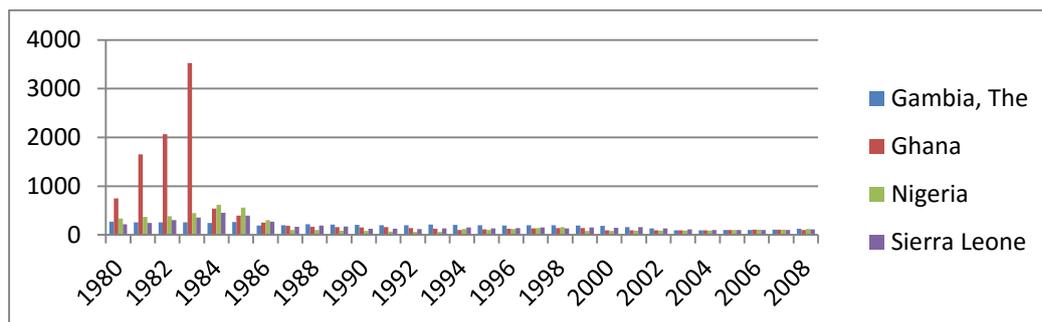


Tableau 13 : Taux d'intérêt réel dans les pays de l'UEMOA, 1980-1992

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Bénin	3,91	6,54	-0,13	9,31	12,31	20,37	17,74	10,16	14,28	12,58	14,22	15,19	12,95
Burkina Faso	5,34	0,81	6,38	8,62	7,51	13,64	21,19	12,11	9,84	9,82	13,94	20,79	16,49
Cote d'Ivoire	-7,77	11,19	7,11	5,00	-2,89	14,11	15,84	18,32	14,02	16,26	21,50	15,24	16,78
Mali	-1,55	1,83	2,93	6,11	2,88	-1,46	24,97	13,05	15,34	16,50	10,62	13,68	14,49

Niger	-5,23	3,50	4,89	5,23	2,48	21,68	18,49	11,60	19,97	13,51	17,88	22,28	15,48
Sénégal	2,66	3,15	5,68	4,78	6,22	5,05	7,34	15,33	15,20	13,40	16,02	16,85	17,85
Togo	3,65	1,64	8,32	0,21	12,39	10,73	7,49	11,65	11,61	14,86	12,65	12,98	13,81

Graphique 13 : Taux d'intérêt réel dans les pays de l'UEMOA, 1980-1992

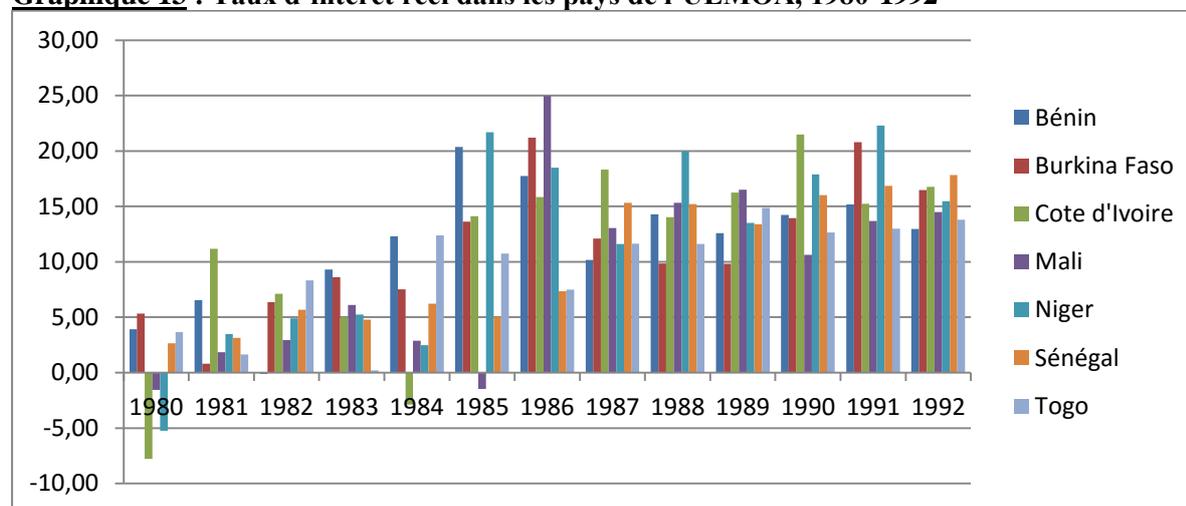


Tableau 14 : Taux d'intérêt réel dans les autres pays de la CEDEAO, 1980-1992

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Gambie	15,20	16,18	3,07	14,92	8,26	17,89	-8,91	7,95	18,08	11,51	12,98	16,85	18,32
Mauritanie	5,12	4,41	1,74	4,42	0,98	1,59	4,42	1,39	6,28	1,87	7,17	-0,64	14,24
Nigéria	-3,55	-6,28	6,75	-5,31	-5,73	5,54	11,63	24,07	-3,92	16,58	16,93	-0,11	32,06
Sierra Leone	18,10	5,80	-2,95	-1,83	15,57	30,72	34,35	51,62	22,09	19,71	10,61	31,70	10,54

Graphique 14 : Taux d'intérêt réel dans les autres pays de la CEDEAO, 1980-1992

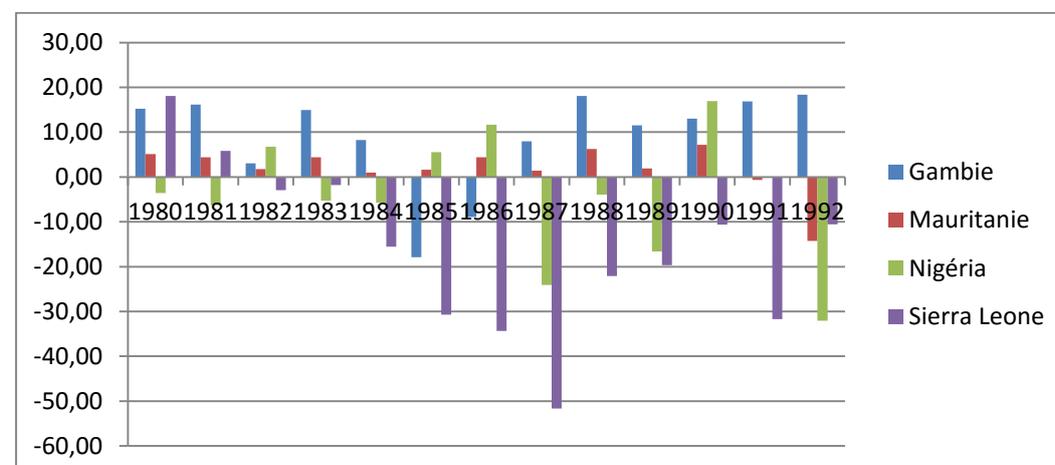


Tableau 15 : Taux d'intérêt réel dans les autres pays de la CEDEAO, 1993-2007

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Gambie	19,92	20,45	20,27	21,95	20,85	22,30	18,84	19,63	7,71	6,80	1,52	21,72	29,56	27,67	19,81
Mauritanie	5,07	6,37	17,01	19,78	8,85	19,18	25,69	23,93	13,57	12,26	18,08	8,49	4,33	-4,46	26,74
Nigéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	13,75	-5,70	22,91	12,46	16,21	25,13	7,13	12,23	11,47	-5,10	8,56	-1,28	-1,51	-2,22	11,57
Sierra Leone	18,73	1,81	-3,57	5,21	7,16	-2,53	1,44	18,98	22,08	26,85	10,70	3,16	10,39	13,11	12,84

Graphique 15 : Taux d'intérêt réel dans les autres pays de la CEDEAO, 1993-2007

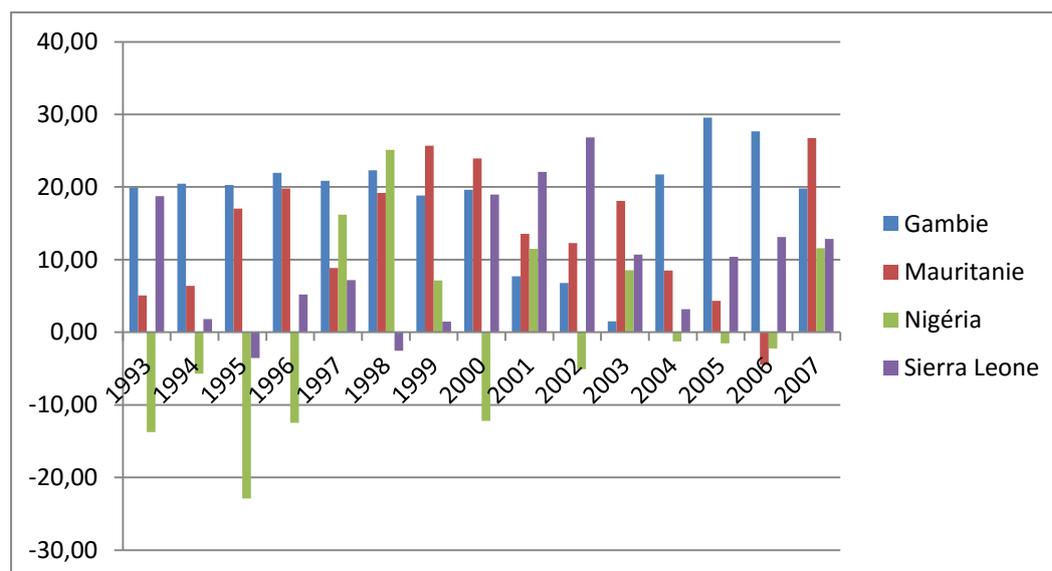
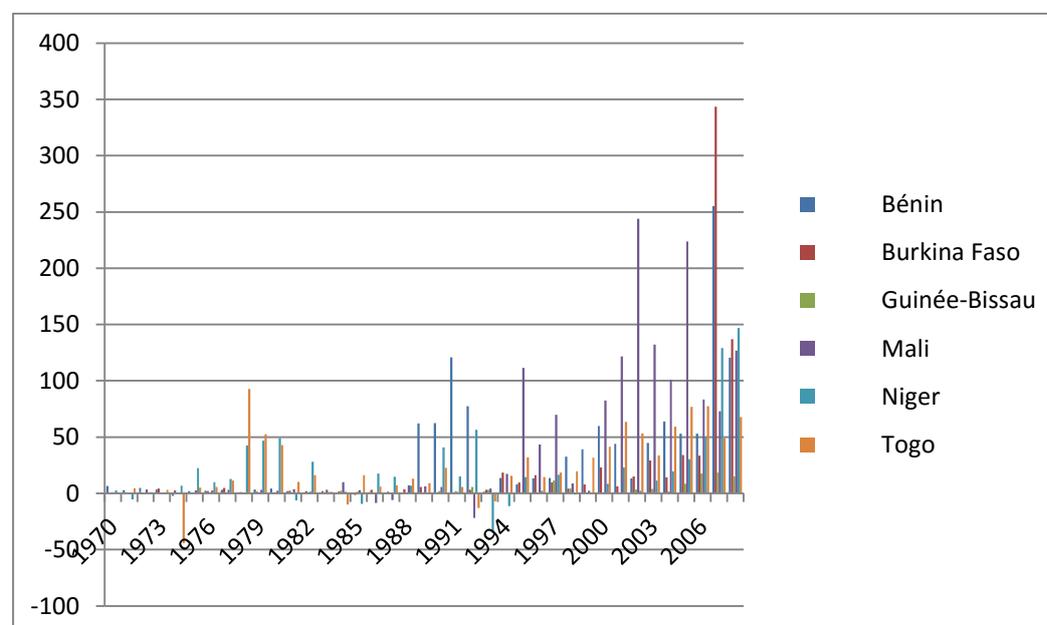
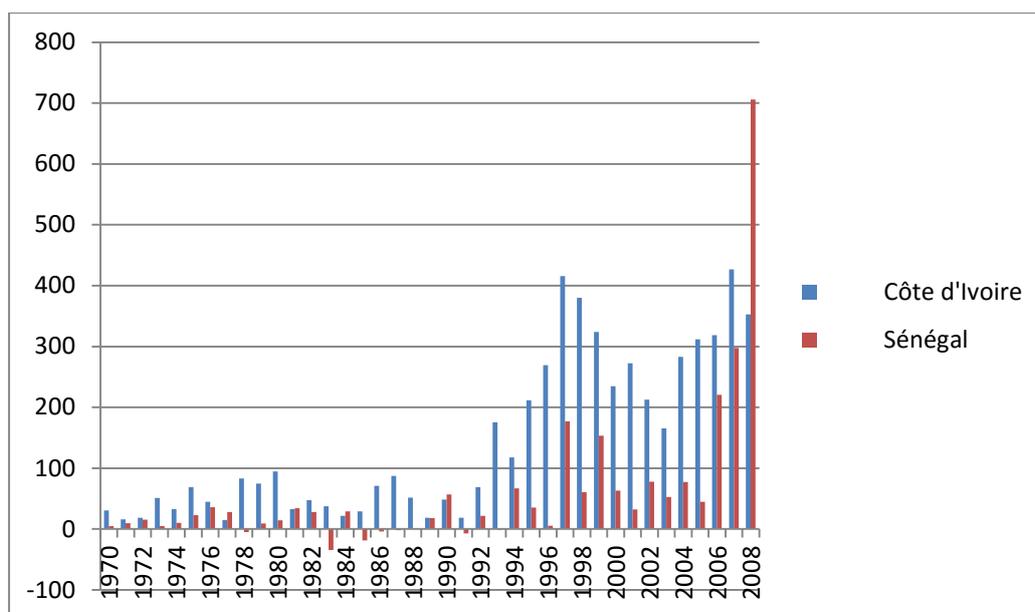


Tableau 16 : IDE entrant dans les pays de l'UEMOA, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1970	6,70	0,40	30,70	2,72	5,00	0,70
1971	2,80	1,00	15,70	..	-0,60	-5,30	9,80	4,60
1972	4,80	-0,70	18,70	..	3,40	0,90	15,20	1,20
1973	3,50	4,40	51,00	..	0,60	1,00	4,90	3,30
1974	-2,34	2,67	32,60	..	-0,15	6,91	10,26	-44,33
1975	1,89	0,30	69,06	-0,13	2,61	22,56	22,54	5,21
1976	2,45	2,05	44,78	..	2,57	9,89	35,87	5,62
1977	3,13	4,97	14,65	0,04	3,05	12,85	27,96	11,26

1978	0,75	1,16	83,31	..	-0,89	42,66	-5,01	92,89
1979	3,57	1,49	74,75	0,23	3,06	46,79	8,93	52,59
1980	4,32	0,02	94,66	..	2,37	49,12	14,48	42,73
1981	2,09	2,43	32,75	..	3,68	-6,11	34,37	10,19
1982	-0,01	1,95	47,47	..	1,52	28,22	28,06	16,13
1983	0,01	1,98	37,53	..	3,15	1,22	-34,69	1,44
1984	0,01	1,67	21,74	2,29	10,07	1,45	29,09	-9,94
1985	-0,09	-1,43	29,16	1,44	2,89	-9,38	-18,90	16,28
1986	1,10	3,14	70,75	0,82	-8,37	17,60	-3,78	6,11
1987	0,10	1,33	87,51	0,12	-5,99	14,82	-2,10	7,15
1988	0,00	3,71	51,70	0,68	7,05	6,91	1,18	12,97
1989	62,10	5,67	18,49	0,47	6,36	0,76	18,21	9,17
1990	62,38	0,46	48,43	2,02	5,73	40,81	56,93	22,72
1991	120,78	0,57	18,52	2,09	1,21	15,16	-7,44	5,66
1992	77,57	3,11	69,05	5,83	-21,87	56,39	21,53	-13,11
1993	1,41	3,18	175,15	3,30	4,17	-34,35	-0,71	-6,96
1994	13,65	18,37	117,54	0,43	17,47	-11,26	66,82	15,54
1995	8,01	9,82	211,76	0,04	111,39	14,42	35,06	32,05
1996	13,49	16,23	269,18	1,03	43,40	2,35	5,47	14,47
1997	13,71	9,77	415,48	11,48	69,73	16,62	176,81	18,50
1998	32,71	4,41	380,03	4,41	8,87	-1,19	60,34	19,49
1999	39,26	7,93	323,68	0,73	2,18	0,28	153,25	31,68
2000	59,74	23,11	234,70	0,70	82,44	8,44	62,94	41,47
2001	43,86	6,27	272,68	0,40	121,73	22,90	31,94	63,58
2002	13,51	15,03	212,58	3,55	243,80	2,40	78,05	53,36
2003	44,73	29,12	165,39	4,01	132,26	11,47	52,49	33,73
2004	63,84	14,35	282,98	1,68	101,00	19,71	77,03	59,36
2005	53,04	34,15	311,92	8,69	223,80	30,29	44,59	76,99
2006	53,20	33,59	318,86	17,74	83,39	50,54	220,32	77,34
2007	255,24	343,54	426,78	18,51	72,79	129,04	297,43	49,16
2008	120,50	137,09	352,52	14,98	126,66	146,94	705,66	67,83

Graphiques 16 : IDE entrant dans les pays de l'UEMOA, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

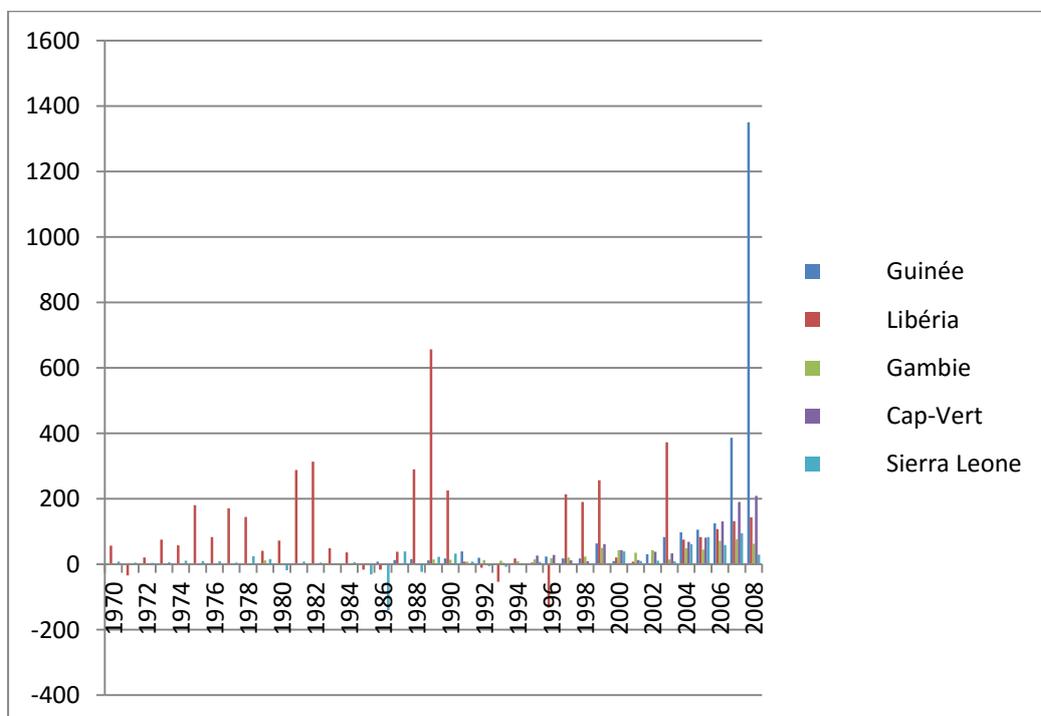
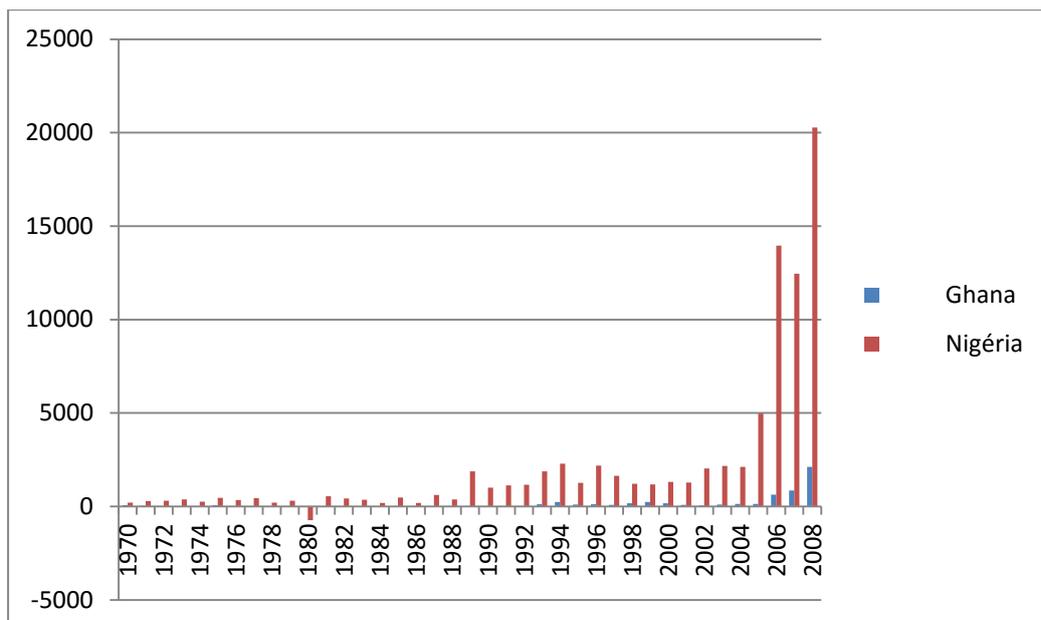


Tableaux 17 : IDE entrant dans les autres pays de la CEDEAO, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

	Cap-Vert	Gambie	Guinée	Ghana	Libéria	Nigéria	Sierra Leone
1970	..	0,10	..	67,8	57,14	205,00	8,20
1971	..	1,70	..	30,6	-33,96	286,00	5,20
1972	..	1,70	..	11,5	20,65	305,00	3,80
1973	..	1,40	0,78	14,4	74,84	373,00	6,24
1974	..	1,20	1,45	14,27	57,71	257,00	10,50
1975	..	0,10	0,87	70,87	180,41	470,12	10,10
1976	..	0,90	-0,70	-18,26	83,17	339,00	8,50
1977	..	-0,56	-1,83	19,22	170,45	440,51	5,06
1978	..	2,00	0,63	9,7	144,69	210,93	24,26
1979	..	11,68	-0,52	-2,8	41,21	309,60	16,08
1980	..	0,28	0,56	15,6	71,92	-738,87	-18,67

1981	..	2,28	-1,31	16,26	287,95	542,33	7,51
1982	..	0,27	-0,40	16,3	312,87	430,61	4,68
1983	..	-0,40	0,38	2,4	49,10	364,44	1,70
1984	..	-1,70	0,70	2	36,20	189,17	5,86
1985	..	-0,50	1,11	5,6	-16,20	485,58	-30,96
1986	0,00	-1,99	8,40	4,3	-16,50	193,22	-140,31
1987	2,79	1,48	12,85	4,7	38,50	610,55	39,41
1988	0,60	1,17	15,68	5	290,15	378,67	-23,09
1989	0,17	14,79	12,33	15	656,04	1884,25	22,36
1990	0,25	14,12	17,86	14,8	225,24	1002,50	32,43
1991	1,74	8,03	38,77	20	8,41	1123,90	7,50
1992	0,45	12,93	19,69	22,5	-10,85	1156,70	-5,60
1993	3,64	11,19	2,72	125	-53,62	1878,10	-7,46
1994	2,13	8,75	0,21	233	17,38	2287,40	-2,87
1995	26,18	15,00	0,77	106,5	4,60	1271,05	7,29
1996	28,53	18,35	23,77	120	-132,13	2190,68	0,66
1997	11,57	20,57	17,30	81,8	213,82	1642,47	1,80
1998	8,78	23,70	17,85	167,4	190,31	1210,11	0,10
1999	61,61	49,48	63,45	243,7	256,26	1177,71	0,53
2000	43,44	43,52	9,94	165,9	20,80	1309,67	38,88
2001	12,65	35,48	1,68	89,3	8,30	1277,42	9,84
2002	38,52	42,83	30,00	58,9	2,80	2040,18	10,41
2003	33,50	14,90	82,80	105,4	372,22	2171,39	8,62
2004	68,04	49,10	97,90	139,27	75,36	2127,09	61,15
2005	81,57	44,69	105,00	144,97	82,81	4978,26	83,18
2006	130,61	71,22	125,00	636	107,85	13956,49	58,62
2007	190,27	76,46	385,90	855,4	131,78	12453,74	94,49
2008	209,05	62,54	1349,59	2120,41	143,82	20278,50	29,60

Graphique 17 : IDE entrant dans les autres pays de la CEDEAO, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

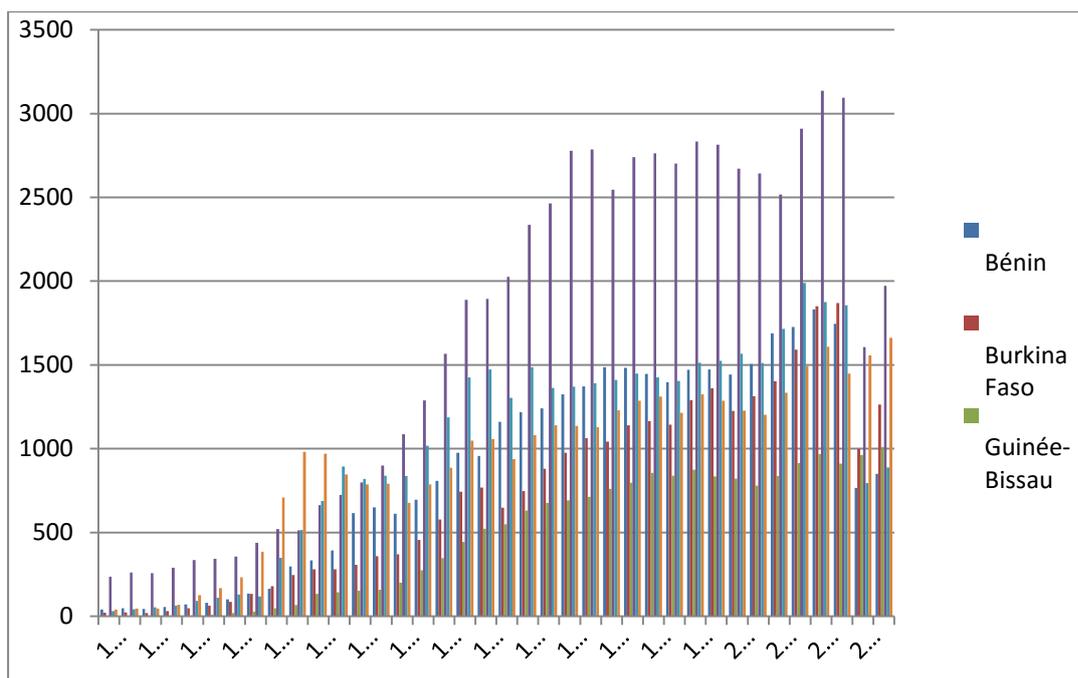
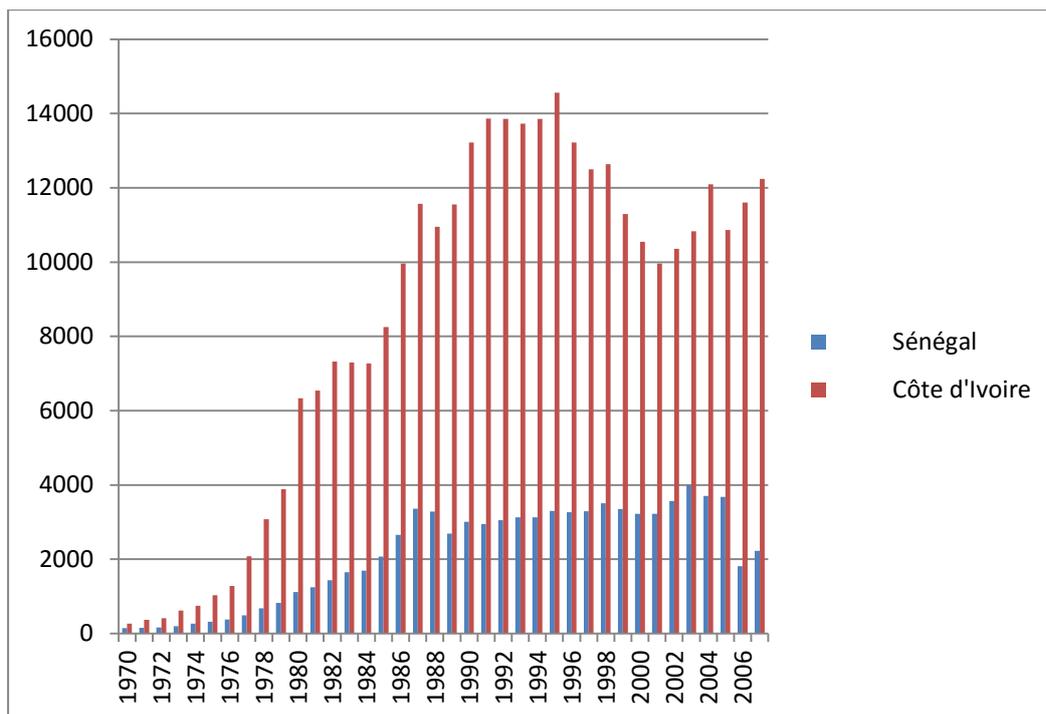


Tableaux 17 : Dette totale à long terme des pays de l’UEMOA, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

	Bénin	Burkina	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Togo	Sénégal	Côte
--	-------	---------	---------------	------	-------	------	---------	------

		Faso						d'Ivoire
1970	40,54	20,79	0,00	237,55	31,68	39,75	145,27	266,54
1971	48,04	23,62	0,00	260,56	41,59	46,89	152,29	366,33
1972	43,51	20,01	0,00	256,94	53,97	47,05	161,62	412,85
1973	56,04	31,08	0,00	290,27	64,06	69,53	199,39	615,23
1974	70,35	47,36	0,00	335,72	91,83	126,49	265,05	747,59
1975	80,44	62,55	7,91	342,98	111,24	167,68	319,32	1031,54
1976	101,93	85,34	19,61	357,55	129,80	233,04	380,14	1276,64
1977	134,84	134,31	27,44	437,77	118,25	384,62	487,28	2078,67
1978	164,77	179,16	48,42	520,24	349,06	709,78	679,64	3076,02
1979	298,44	246,24	66,61	513,64	515,37	982,11	826,78	3886,77
1980	334,25	280,74	133,13	664,36	687,41	969,51	1114,15	6338,45
1981	393,23	279,68	143,36	725,10	893,25	846,42	1247,30	6544,70
1982	615,73	307,01	152,12	798,86	819,83	787,70	1437,25	7319,11
1983	649,41	358,09	159,15	898,79	837,87	791,00	1650,20	7300,75
1984	611,87	369,29	200,02	1085,54	836,36	676,80	1695,27	7268,51
1985	696,64	456,20	275,03	1289,07	1017,77	787,05	2067,85	8254,78
1986	807,90	576,74	347,51	1565,59	1186,62	885,75	2658,18	9964,97
1987	976,20	744,10	444,08	1888,98	1424,97	1047,83	3362,40	11568,16
1988	957,63	767,42	522,92	1893,71	1472,68	1058,17	3283,97	10947,19
1989	1161,04	648,15	549,89	2026,25	1304,46	937,22	2692,09	11554,60
1990	1218,46	748,06	630,34	2336,95	1487,24	1080,68	3008,46	13223,11
1991	1239,95	879,68	676,34	2463,05	1362,64	1139,62	2946,82	13867,92
1992	1324,12	975,41	692,29	2778,46	1371,03	1135,40	3051,03	13859,75
1993	1371,37	1063,94	712,47	2786,23	1391,44	1127,76	3127,88	13727,28
1994	1487,33	1042,58	761,36	2545,42	1410,44	1229,21	3126,16	13852,29
1995	1483,06	1139,78	796,71	2739,30	1448,37	1286,18	3299,41	14562,04
1996	1447,01	1163,68	856,16	2762,75	1425,60	1310,24	3268,55	13215,66
1997	1396,42	1143,34	838,39	2701,95	1404,45	1214,14	3290,85	12497,63
1998	1471,99	1289,59	874,29	2833,09	1512,54	1325,30	3504,01	12632,21
1999	1472,86	1361,34	834,19	2813,64	1524,66	1286,59	3351,43	11294,69
2000	1441,87	1225,71	822,11	2671,00	1566,84	1227,63	3221,22	10545,72
2001	1505,39	1312,81	779,77	2642,47	1510,70	1201,77	3220,21	9961,89
2002	1689,24	1401,83	837,67	2517,83	1715,80	1333,31	3564,23	10357,08
2003	1726,22	1591,21	914,54	2910,13	1988,48	1494,54	3993,68	10833,49
2004	1831,06	1850,87	968,91	3135,51	1875,74	1607,53	3702,12	12091,80
2005	1744,70	1868,49	911,78	3095,33	1855,22	1448,79	3681,21	10865,55
2006	766,59	998,80	963,08	1606,47	794,27	1557,80	1812,94	11604,72
2007	849,63	1262,72	1010,35	1972,69	888,44	1661,55	2230,04	12236,98

Graphiques 17 : Dette totale à long terme des pays de l'UEMOA, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions



Tableaux 18 : Dette totale à long terme des autres pays de la CEDEAO, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

	Cap-	Guinée	Gambie	Libéria	Sierra Leone	Nigéria	Ghana
--	------	--------	--------	---------	--------------	---------	-------

	Vert						
1970	0,00	319,45	5,07	157,92	61,39	567,07	520,27
1971	0,00	428,72	5,48	160,40	111,08	651,13	516,82
1972	0,00	498,63	7,35	159,30	119,38	731,86	582,91
1973	0,00	602,91	8,86	159,00	141,77	1204,81	729,91
1974	0,00	711,53	12,23	161,80	187,44	1273,90	720,01
1975	0,50	742,84	13,42	178,65	197,45	1143,40	669,60
1976	11,75	789,17	15,43	208,47	203,74	906,25	662,81
1977	13,75	828,18	25,84	263,22	246,23	985,28	795,43
1978	14,89	939,73	24,54	338,08	298,31	2644,72	867,04
1979	17,85	1007,79	47,53	454,02	345,94	3961,60	969,52
1980	20,79	1018,91	97,35	515,48	404,04	5368,35	1162,32
1981	39,39	1252,34	132,28	598,49	499,82	6993,43	1167,48
1982	59,00	1233,82	147,43	628,31	538,24	9436,86	1201,04
1983	71,70	1212,47	151,75	714,07	531,83	12501,90	1241,79
1984	76,28	1128,65	151,75	773,90	504,21	12026,13	1202,09
1985	93,88	1302,56	176,71	884,93	581,57	13648,85	1352,24
1986	106,45	1631,35	212,13	987,74	752,67	18530,85	1772,43
1987	119,12	1894,07	265,50	1114,46	887,36	27453,82	2297,25
1988	119,83	2041,69	277,00	1076,74	871,63	28074,43	2216,12
1989	123,59	1967,84	289,00	1064,02	890,18	29657,24	2352,39
1990	129,13	2252,83	308,45	1115,96	939,88	31935,27	2669,86
1991	129,54	2399,19	322,48	1106,31	965,21	32668,23	2929,47
1992	136,09	2450,23	346,21	1081,20	1163,11	26809,17	3087,06
1993	140,82	2659,25	350,16	1101,83	1320,11	26741,97	3369,38
1994	166,46	2886,44	368,10	1137,07	1395,56	28265,81	3825,78
1995	184,96	2987,17	385,46	1161,44	1057,80	28441,34	4226,72
1996	196,03	2980,58	411,84	1110,02	1046,71	25730,51	4598,47
1997	199,57	3008,76	401,20	1061,32	1023,50	22926,30	4696,26
1998	240,86	3126,47	433,61	1092,33	1093,39	23730,01	5267,08
1999	308,04	3061,06	431,13	1062,28	1066,00	22607,76	5404,17
2000	312,60	2654,94	437,87	1115,49	972,77	30234,93	5251,39
2001	339,00	2561,34	435,29	1088,65	1033,65	29398,78	5508,48
2002	378,52	2706,75	507,30	1140,20	1175,63	28205,82	6008,70
2003	429,51	2907,90	567,96	1202,90	1335,16	31267,04	6417,36
2004	451,00	2932,77	621,75	1253,20	1411,02	32521,13	5867,55
2005	461,94	2726,64	626,24	1167,95	1327,66	20197,82	5726,54
2006	508,41	2821,56	692,40	1191,49	1220,57	3743,64	1886,17
2007	563,98	2939,43	698,62	986,14	270,39	3751,87	3030,77

Graphiques 18 : Dette totale à long terme des autres pays de la CEDEAO, en dollars des États-Unis aux prix courants et taux de change courants en millions

